

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article7365>

Le petit négoce de la sécurité d'Alain Bauer

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : vendredi 28 mars 2008

Spyworld Actu

Il affectionne par-dessus tout les montres, les bandes dessinées, les décorations et les lettres de mission. Dans la dernière, du 25 février, le ministre du budget, Eric Woerth, le charge d'un rapport sur les "conséquences" de la libéralisation des jeux sur Internet. Une de plus, agrafée dans la collection où figurent déjà celles confiées par Nicolas Sarkozy ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy président, et plus récemment Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur.

Joli tableau pour ce criminologue qui a élevé la sécurité au rang d'un business florissant. La rumeur, qui exagère toujours, le donne futur secrétaire d'Etat à la sécurité ; ou bien grand vizir du Conseil national de sécurité voulu par Nicolas Sarkozy - il a remis un rapport au président, jeudi 20 mars, sur la réorganisation de la réflexion stratégique.

"Chef du machin ? Sous-ministre ?" Non, non, très peu pour Alain Bauer, qui soupçonne des fuites organisées par ses ennemis - il en a beaucoup - dans l'espoir de le "déstabiliser". Mais enfin, à bientôt 46 ans, il ne dédaignerait pas un poste stratégique, comme celui de responsable du ""décèlement" précoce" des problèmes de sécurité de demain. Manière d'avoir la haute main sur les études, la recherche et le renseignement. D'être aux avant-postes tout en restant dans l'ombre. Et sans gâcher le business. "Il a fait de la sécurité de quoi vivre et manger, et il mange beaucoup", glousse son ami le commissaire Emile Perez, directeur de la formation au ministère de l'intérieur.

"Je n'ai pas de voiture, pas de résidence secondaire, pas de bateau. Je ne suis pas assujéti à l'ISF. Je possède un appartement de 90 m² à Paris, et j'en ai encore pour quatorze ans à le rembourser", proteste Alain Bauer. Bien sûr, les missions pour le compte du gouvernement sont bénévoles. Dans ses locaux fouillis du 10^e arrondissement, où des maquettes d'avions, souvenirs d'une mission sur la protection de l'A380 contre les missiles, cohabitent avec des piles de livres vacillantes, l'ancien grand maître du Grand Orient de France se targue de ne "jamais avoir touché 1 euro de l'Etat".

Il se rétribue en termes d'influence, se paye d'informations précieuses, ce qui lui permet de faire prospérer sa société spécialisée dans le conseil en sécurité, AB Associates, 2,5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2006, 9 consultants réguliers, jusqu'à 30 occasionnels. "Il a construit une carrière à la limite du politico-public, de l'élu et du fonctionnaire, sans jamais avoir été ni l'un ni l'autre, c'est une figure unique, assez curieuse", relève Christophe Caresche, député socialiste et adjoint à la sécurité de Paris.

Il n'est ni tout à fait à gauche ni franchement à droite. Encarté au PS jusqu'en 1994, rocardien toujours revendiqué, Alain Bauer a beaucoup travaillé pour les collectivités de gauche sur les contrats locaux de sécurité, lancés en 1997 sur le thème de la prévention de la délinquance. Un tas de mairies, moyennant 15 000 à 25 000 euros pour les petites, et jusqu'à 100 000 euros pour les plus grosses, ont fait appel à ses services. "C'est un bon pro, ceux qui travaillent avec lui ne sont pas rackettés", affirme l'ex-maire de Tourcoing, Jean-Pierre Balduyck.

Depuis 2002, Alain Bauer a plutôt ses entrées à droite, auprès de Nicolas Sarkozy. Ils se sont rencontrés juste avant la présidentielle de 2002. Deux semaines après avoir été nommé ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy le rappelle. Dans le rôle du conseiller officieux, Alain Bauer viendra le voir, à titre gracieux, tous les quinze jours. A titre officiel, il sera nommé dès 2003 président de l'Observatoire national de la délinquance.

"Je n'ai pas voté Ségolène Royal", confie Alain Bauer. L'ex-candidate n'a jamais trouvé le temps de le recevoir. Dès les années 1990, le compagnonnage avec le PS avait commencé à mal tourner, en raison d'un manque total d'atomes crochus avec Lionel Jospin. "Le facteur humain", dit Bauer. Le même qui le pousse à être très proche d'un autre criminologue, Xavier Raufer, venu des rangs de l'extrême droite. Peu importe les étiquettes.

Son entregent est légendaire, sa réputation parfois sulfureuse. On le redoute pour ses informations sur tout et tout le

monde. En pleine campagne présidentielle, il a appelé le patron des RG, Joël Bouchité, pour lui expliquer comment, sur l'affaire Bruno Rebelle - l'ancien président de Greenpeace France devenu conseiller de Ségolène Royal - il suffisait de relire les textes de loi pour justifier la rédaction d'une fiche RG plutôt que de "s'empêtrer dans des excuses".

On lui prête des pouvoirs de nuisance. Ne murmure-t-on pas, à tort argue-t-il, qu'il serait à l'origine de l'affaire des montres de Julien Dray ? Le député socialiste avait été inquiet après l'achat, pour une bonne part en liquide, d'une montre de luxe d'une valeur de 250 000 francs - une "affaire" que la justice a fini par classer sans suite en 2000. Ne l'a-t-on pas vu aussi, au début des années 1990, en pleine affaire de la tour BP de La Défense, apporter un complet à celui dont il était le conseiller, le promoteur Christian Pellerin, patron de la SARI, alors en garde à vue ?

Parler de lui suscite toujours la même réaction : à l'afflux de compliments - "brillant, généreux, fidèle" - succède, dans un filet de voix, "je m'en suis toujours méfié". "Il adore tirer les ficelles", souligne Michel Marcus, délégué général du Forum français pour la sécurité urbaine. Cet ancien magistrat l'a bien connu avant une brouille définitive. "Son seul truc, affirme-t-il, c'est de voir beaucoup de gens, de disposer d'énormément de sources d'information et de bagout. Mais il n'est spécialiste de rien."

Alain Bauer est un cumular né. A même pas 26 ans, il était déjà vice-président étudiant de l'université Paris-I, conseil pour une entreprise britannique, chargé de mission par-ci, membre d'une organisation par-là. Plus tard, il additionne les postes d'administrateur d'entreprises, l'écriture de livres (une bonne cinquantaine, en duo de préférence, y compris un guide annuel... de gastronomie), les conférences de New York à Pékin, sans oublier les décorations : chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, des palmes académiques, des Arts et des Lettres, chevalier du Mérite agricole, grand-croix de l'ordre de La Fayette... Ouf !



Alain Bauer, ancien grand maître du Grand Orient de France, a su élever la sécurité au rang de business florissant. - AFP/BERTRAND GUAY

Né à Paris, ce fils unique d'un couple de commerçants spécialisés dans le textile et les fermetures Eclair fait état d'un DESS de politique publique et de gestion des organisations. Il serait venu à la sécurité, formé par les Américains, et plus précisément la CIA, selon ses détracteurs. Ceux-ci invoquent son séjour de six mois en 1993 à San Diego, en Californie, au siège de la SAIC (Science Applications International Corporation), considérée comme la "vitrine" des services spéciaux américains. "J'avais une mission qui servait les intérêts du gouvernement français", plaide Alain Bauer, qui aurait, selon ses propres dires, joué le rôle d'intermédiaire pour un "problème technologique lié au nucléaire".

En 1999, sa candidature comme auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) sera refusée.

Une note des RG-DST faisait mention de "nombreux déplacements" à l'étranger, et s'attardait sur le fait qu'il était "membre d'une organisation maçonnique à ramifications internationales".

Le système Bauer - "il n'y a pas de système Bauer", contre-attaque le criminologue - repose sur un réseau de relations aussi hétéroclites que précieuses. Les premières remontent aux années 1980 lorsqu'il militait à l'UNEF-ID, où il a "tout appris". "Il faisait partie des rares socialistes à avoir rencontré Lambert (alias Pierre Bousset, figure du trotskisme en France), ça ne le gênait pas de prendre des pots avec lui", s'amuse Jean-Christophe Cambadélis, l'ex-président de l'UNEF-ID, député socialiste de Paris.

En 1986, lors des manifestations étudiantes, il contrôle le service d'ordre, devient l'interlocuteur de la police, négocie avec le ministre Alain Devaquet, franc-maçon comme lui. Le commissaire de l'époque, Jean-Marc Berlioz, se souvient : "On a fait toutes les manif ensemble, il avait une intelligence lumineuse. Lorsque tout a été fini, il m'a appelé pour me proposer de déjeuner." Depuis, le commissaire est de tous les anniversaires d'Alain Bauer. "C'est un garçon fidèle, très généreux, qui adore l'opéra, les cigares et, en même temps, qui a une vie mystérieuse", dit le député PS de l'Essonne Manuel Valls, lié par une "amitié indéfectible" à celui qui est devenu le parrain d'un de ses enfants.

A 38 ans, il dirigeait le Grand Orient de France. Un marchepied utile : la police compte dans ses rangs pas mal de "frères". "C'était vrai autrefois, maintenant s'il y a un policier franc-maçon sur dix, c'est bien le bout du monde", tempère Alain Bauer. Il y a du chaud et du froid dans ses relations avec la police. L'homme n'est pas du sérail, il fâche. Mais il a su, ici aussi, entretenir d'excellentes relations : avec l'ancien directeur général de la police, Claude Guéant, aujourd'hui secrétaire général de l'Élysée, avec les dirigeants du syndicat d'officiers Synergie, comme il le faisait avec le "Schtroumpf", le syndicat des commissaires qu'a dirigé son ami Emile Perez...

En 1988, "colonel Bauer", comme on l'appelait à l'époque, était conseiller à la sécurité à Matignon dans le cabinet de Michel Rocard, sous la tutelle de l'ancien directeur de la DST Rémy Pautrat, futur spécialiste de l'intelligence économique. Des liens solides s'étaient tissés. Comme l'ami Raufer, comme l'ami Berlioz, le préfet Pautrat fait partie de la commission qui a rédigé le rapport sur la sécurité stratégique remis à Nicolas Sarkozy.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/societe/artic...>